

Politique sur le financement de la thérapie et des consultations

La présente politique consiste à décrire l'administration du programme de financement pour la thérapie et les consultations offertes aux individus qui, à titre de patients ou clients, ont été victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part d'un membre autorisé de l'Ordre des hygiénistes dentaires de l'Ontario (OHDO).

L'OHDO a une politique de tolérance zéro pour la violence sexuelle infligée aux patients ou clients. Tout au long du processus, l'Ordre s'engage à traiter les candidats au financement avec respect et compassion.

Dans le cadre de cette politique, on entend par « mauvais traitements d'ordre sexuel » toute violence sexuelle comme le définit le *Code des professions de la santé* (le « Code ») avec « victimes de violence sexuelle » ayant un sens correspondant.

POLITIQUE

1. En vertu du paragraphe 85.7 du Code, l'Ordre doit créer un programme pour allouer des fonds pour la thérapie et les consultations aux individus qui ont été victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part d'un membre autorisé, lorsqu'ils étaient des patients ou clients.
2. L'OHDO maintient des fonds pour appuyer le programme qui offre des services de thérapie ou de consultation aux individus victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part d'un membre autorisé, lorsqu'ils étaient des patients ou clients.
3. Le comité des relations avec les patients administre le programme.
4. Le comité des relations avec les patients revoit chaque demande de financement.
5. Le financement doit être fourni conformément au Règlement de l'Ontario 67/06 (Financement de la thérapie et des consultations) et au Règlement 59/94 (Financement de la thérapie et des consultations pour les patients victimes de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part des membres) (traduction libre).
6. Le comité fait rapport au Conseil sur le financement fourni et sur l'état du fonds.

ADMISSIBILITÉ AU FINANCEMENT

CRITÈRE PRINCIPAL

1. Dans le cadre du programme, une personne est admissible au fonds s'il est allégué, dans une plainte ou un rapport, qu'elle ait été victime de mauvais traitements d'ordre sexuel de la part d'un membre autorisé lorsqu'elle était un patient ou un client du membre. (Ceci est le critère principal comme le définit le paragraphe 85.7 du Code.)

AUTRES CRITÈRES

2. De plus, une personne peut être admissible au financement de la thérapie ou des consultations (sous réserve de la partie 4 concernant le lieu de la violence) si l'un des autres critères énoncés ci-dessous¹ est satisfait, à savoir :
 - (a) le membre autorisé avoue dans une déclaration à l'Ordre ou convient avec l'Ordre qu'elle ou il a agressé sexuellement la personne alors que cette dernière était son patient ou client;
 - (b) un membre autorisé a été reconnu coupable en vertu du *Code criminel* (Canada) d'avoir agressé sexuellement la personne alors que cette dernière était son patient ou client, et que les faits à l'appui de l'agression sexuelle constituent une violence sexuelle au sens du *Code des professions de la santé*;
 - (c) il y a une déclaration, contenue dans les motifs écrits d'un comité de l'Ordre à la suite d'une audience, que la personne a été agressée sexuellement par un membre autorisé alors qu'elle était son patient ou client; ou
 - (d) il y a une preuve suffisante présentée au comité des relations avec les patients à l'appui d'un motif raisonnable de croire que la personne a été agressée sexuellement par un membre autorisé, alors qu'elle était son patient ou client, comme :
 - une corroboration des allégations de mauvais traitements d'ordre sexuel du candidat, comme entre autres, des déclarations, courriels, lettres, messages téléphoniques et minimessages provenant de témoins
 - le candidat a déposé un rapport auprès d'un organisme d'application de la loi qui n'a pas donné lieu à des déclarations de culpabilité au criminel pour des raisons comme :
 - le comportement allégué ne constitue pas une infraction criminelle, mais peut tout de même répondre à la définition de mauvais traitements d'ordre sexuel dans le Code;
 - le fardeau de la preuve au criminel n'a pas été satisfait, mais il existe des éléments de preuve qui appuient une croyance raisonnable que de mauvais traitements d'ordre sexuel ont eu lieu; ou
 - les chefs d'accusation ont été réduits à une accusation non sexuelle dans le cadre d'une négociation de peine;
 - le candidat a initialement déposé une plainte auprès de l'Ordre, mais l'a retirée en raison d'une incapacité à participer à la procédure (pour des raisons comme le stress).
3. Si l'agression a eu lieu avant 1993, le comité n'est pas tenu de fournir des fonds, mais il peut le faire s'il estime qu'il serait juste et équitable de le faire en tenant compte des éléments suivants : le besoin de thérapie ou de consultation découle directement ou indirectement des mauvais traitements d'ordre sexuel allégués; la disponibilité d'autres sources de financement; et les ressources de l'Ordre.

¹ Ces critères sont énoncés dans le Règlement de l'Ontario 67/06 pris en vertu de la *Loi de 1991 sur les hygiénistes dentaires*.

4. Une personne est admissible au financement en vertu des autres critères ci-dessus seulement si la preuve indique que les mauvais traitements d'ordre sexuel ont eu lieu en Ontario.
5. Une personne qui cherche à obtenir des fonds pour de la thérapie ou des consultations doit remplir le formulaire de demande de *Financement de la thérapie et des consultations* de l'OHDO.

CHOIX D'UN THÉRAPEUTE OU D'UN CONSEILLER

1. Une personne qui fait la demande de fonds pour une thérapie ou une consultation peut choisir n'importe quel thérapeute ou conseiller, sauf un qui :
 - i. a un lien de parenté au candidat; ou
 - ii. à la connaissance de l'Ordre, a été reconnu coupable, à tout moment et dans toute juridiction, d'une faute professionnelle de nature sexuelle ou a été déclaré civilement ou criminellement responsable d'un acte de nature similaire.
2. Si le thérapeute ou le conseiller n'est pas un membre autorisé d'une profession de la santé réglementée ou de l'Ordre des travailleurs sociaux ou des techniciens en travail social de l'Ontario, l'Ordre exige que le candidat signe un document indiquant qu'il comprend que le thérapeute ou le conseiller est non réglementé et que, par conséquent, l'Ordre ne peut pas confirmer avec certitude si le thérapeute ou le conseiller non réglementé a déjà été reconnu coupable de mauvais traitements d'ordre sexuel ou de tout autre acte illicite.
3. Le thérapeute ou le conseiller doit remplir un formulaire de l'OHDO, qui demande des renseignements concernant sa formation et son expérience.

FINANCEMENT

1. Le financement n'est versé qu'au thérapeute ou au conseiller choisi par la personne et ne sert qu'à payer pour la thérapie et les consultations. Le financement est disponible pour une période maximale de cinq ans à compter de la date du premier traitement à l'issue de l'admissibilité.
2. En vertu du Règlement du ministre (Règlement de l'Ontario 59/94), le montant maximal de financement pouvant être fourni est le montant que paie l'Assurance-santé de l'Ontario pour 200 séances d'une demi-heure de psychothérapie individuelle en consultation externe avec un psychiatre, à compter du jour où la personne est admissible. À compter de 2021, ce montant est réputé être égal à environ 17 370 \$.
3. Le financement fourni à une personne doit être réduit du montant versé par l'Assurance-santé de l'Ontario ou par un assureur privé au cours de la période pertinente.
4. L'Ordre a le droit de recouvrer les fonds selon :
 - i. l'ordre de remboursement rendu par le comité de discipline à l'encontre d'un membre autorisé reconnu coupable de mauvais traitements d'ordre sexuel à l'égard du patient ou client;
 - ii. une action civile contre le membre autorisé pour recouvrer les fonds.

PROCESSUS

1. Une copie de cette politique est jointe à la correspondance adressée à une personne qui entame auprès de l'Ordre des procédures liées à de mauvais traitements d'ordre sexuel.
2. Une demande de financement doit comprendre :
 - i. le nom et l'adresse du candidat;
 - ii. la période pour laquelle le financement pour la thérapie et les consultations est requis, si elle est connue, et quand cette période a commencé (c.-à-d. à compter de la date à laquelle les mauvais traitements d'ordre sexuel auraient eu lieu);
 - iii. si le financement est destiné à une demande rétroactive, des copies des factures de la thérapie ou des consultations déjà fournies;
 - iv. la divulgation d'autres sources de financement qui couvrent la thérapie ou les consultations, p. ex. une assurance-maladie privée;
 - v. le nom et l'adresse du thérapeute ou du conseiller;
 - vi. une déclaration selon laquelle le patient ou le client n'a pas de lien de parenté avec le thérapeute ou le conseiller;
 - vii. si le thérapeute est non réglementé, un document signé par le candidat confirmant qu'il comprend que le thérapeute ne fait pas l'objet d'une discipline professionnelle et que l'Ordre ne peut pas confirmer avec certitude si le thérapeute ou le conseiller non réglementé a déjà été reconnu coupable de mauvais traitements d'ordre sexuel ou de tout autre acte illicite, et que le candidat reconnaît l'importance de ceci;
 - viii. le nom du membre autorisé qui est soupçonné d'avoir agressé sexuellement le candidat;
 - ix. l'endroit où il est allégué que l'agression sexuelle a eu lieu;
 - x. la date à laquelle l'agression sexuelle a eu lieu ou est soupçonnée d'avoir eu lieu;
 - xi. la vérification par le thérapeute ou le conseiller que le traitement est pour une agression sexuelle par un membre autorisé de l'OHDO.
3. Dès la réception d'une demande d'admissibilité au financement, le personnel de l'OHDO compile toute l'information requise pour la présenter au comité des relations avec les patients lors de sa prochaine réunion.
4. Le comité des relations avec les patients examine la documentation et détermine l'admissibilité conformément au Code et à ses règlements et aux règlements, règlements administratifs et politiques de l'Ordre.
5. Lorsqu'un candidat est jugé admissible, le personnel de l'OHDO l'avise par écrit de la décision du comité concernant son admissibilité au financement.
6. Conformément aux règlements administratifs, le comité des relations avec les patients exige que le thérapeute ou le conseiller remplisse le formulaire de l'OHDO qui comprend :
 - i. les détails relatifs à la formation, à l'expérience et à l'état d'inscription du thérapeute ou du conseiller, le cas échéant;

- ii. une déclaration selon laquelle il n'a pas, à aucun moment ou dans n'importe quelle juridiction, été reconnu coupable d'une faute professionnelle de nature sexuelle ou été déclaré civilement ou criminellement responsable d'un acte de nature similaire;
 - iii. une déclaration selon laquelle la thérapie ou les consultations seront ou sont fournies et le financement n'est utilisé qu'à cette fin (c.-à-d. une déclaration selon laquelle la thérapie fournie est liée à de mauvais traitements d'ordre sexuel infligés par un praticien);
 - iv. une déclaration selon laquelle la thérapie fournie au candidat est admissible au remboursement provenant d'autres sources (c.-à-d., Assurance-santé de l'Ontario, assurance privée), la facture sera réduite de ce montant; et
 - v. une déclaration selon laquelle le thérapeute ou le conseiller n'a pas de lien de parenté avec le patient ou le client.
7. Une fois que l'admissibilité au financement est établie par le comité des relations avec les patients, la demande est traitée par le personnel.
8. Si le financement est refusé, des motifs écrits sont fournis au candidat.
-

Mai 2021